



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 8 décembre 2015

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Justice concernant la réforme de la législation sur les associations sans but lucratif (asbl).

Dans son édition du weekend dernier, le Luxemburger Wort a pointé du doigt « l'opacité de gestion des associations sans but lucratif » régulièrement « stigmatisée dans les rapports du groupe d'action financière ».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre de la Justice peut-il nous indiquer suivant quel échéancier il entend présenter à la Chambre des députés les amendements gouvernementaux au projet de loi n°6054 ?
- Alors que le programme gouvernemental précise que « *la législation du droit des associations et fondations d'utilité publique sera revue dans le sens d'une simplification du régime applicable* », Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faille durcir la législation pour éviter que des associations sans but lucratif perçoivent des financements dont la source est pour le moins douteuse ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

Laurent Mosar
Député

Gilles Roth
Député

**Réponse de Monsieur Félix BRAZ, Ministre de la Justice, à la question parlementaire
n° 1620 du 8 décembre 2015 de Messieurs les Députés Laurent MOSAR et Gilles
ROTH**

Quant à la première question, je peux vous informer que le projet de loi 6054 sur les associations sans but lucratif et les fondations a été avisé par de nombreuses instances mais n'a pas été avisé par le Conseil d'Etat alors que le précédent gouvernement avait annoncé son intention de préparer des amendements gouvernementaux. Les travaux en vue de préparer ces amendements sont en cours.

Quant à la seconde question je donne à considérer qu'il convient de distinguer entre les mesures de simplifications en général, notamment en ce qui concerne les obligations relatives aux listes des membres par exemple, et les mesures qui touchent aux comptes annuels pour lesquels un régime différencié est prévu dans le projet de loi en fonction de différents critères de taille. Pour ce qui est des libéralités, l'article 19 du projet de loi tel que déposé reprend de façon quasi identique le régime d'autorisation actuel prévu à l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif qui est strictement observé, notamment quant au refus d'autorisation au cas où l'identité du donateur ne peut être établie.